

AÏN BEÏDA

L'hôpital mère et enfant ouvre ses portes

Longtemps attendu par la population de la ville des «Haracta» et sa région, l'hôpital spécialisé «mère et enfant» Docteur Boumali vient d'ouvrir ses portes à la grande joie des citoyens de toute la région.

Cette structure hospitalière dont les infrastructures remontent à l'ère coloniale et qui offrait ses services à toute la région et même aux wilayas limitrophes, après l'ouverture

de l'actuel EPH Zerdani, a été totalement abandonnée à l'exception d'un pavillon transformé en structure d'accueil d'une école de formation paramédicale.

Les pouvoirs publics ont décidé de transformer les batisses de l'ancien hôpital, bien situé en plein centre-ville en une structure spécialisée «mère et enfant» ; les travaux de réfection et de réhabilitation ont été entamés.

Plus de 10 ans après et contre vents et marées, cet hôpital a quand même ouvert

partiellement certains services comme les consultations gynécologiques, pédiatriques et infantiles.

Le personnel, dont le nombre avoisine les 300 travailleurs, rattaché à cette structure exerçant provisoirement au niveau de l'EPH Zerdani a commencé à rejoindre progressivement l'EPS. Notre visi-

te effectuée dernièrement à l'hôpital «mère et enfant» n'a laissé planer aucun doute sur son imminente ouverture.

Avec des salles spacieuses et des équipements neufs répondant à toutes les exigences, doté de toutes les structures, des salles de radio, des échographes, des salles de soins, des salles de mammographies, restauration, chauffage, de blocs administratifs...

Les seuls services qui n'ont pas encore été ouverts sont la maternité, la nurserie et la gynécologie qui ne tarderont à l'être pour que cet hôpital soit totalement opérationnel et indépendant.

M. C.

RELIZANE

Les habitants de Sidi Khettab mécontents

Les habitants de la commune de Sidi Khettab, une localité située à une trentaine de kilomètres à l'est du chef-lieu de la ville de Relizane, dénoncent la lenteur dans la réparation des pannes signalées sur les réseaux AEP.

Selon une source fiable de cette commune qui nous a affirmé que «le problème de gestion d'un tel réseau desservant les douars mis sur le giron de l'Algérienne des eaux, est dû au manque de moyens». Les

mêmes habitants de la ville susmentionnée ont condamné l'absence de service d'imagerie médicale, de maternité, des analyses médicales et des urgences.

«L'insuffisance en matière de couverture médicale nous contraint de faire appel à un transporteur pour nous rendre à l'EPH de proximité de la commune de Hmadna, à une trentaine de kilomètres de Sidi khettab ou l'Etablissement hospitalier public Mohamed Boudiaf du chef-lieu de wilaya,

à une vingtaine de kilomètres, pour une simple radio ou un test de grossesse», déplore un habitant de la localité.

Dans ce contexte, les habitants de ladite commune lancent un appel au premier responsable de la wilaya pour une prise en charge totale de leurs doléances dans le but de dissiper les nuages qui entourent la région du saint mausolée de Sidi Khettab.

A. Rahmane

MOSTAGANEM

Le «Prix vert» décerné à la cité des 242 logements

Impulsée par le Service de la sécurité publique et de la Police de l'urbanisme et en partenariat avec la Direction de l'environnement de wilaya, cette action a été entamée du 10 novembre au 20 décembre de l'année dernière par les représentants des mouvements associatifs des quartiers.

Cette compétition du «Prix vert» entre dans le cadre d'un concours national organisé par la DGSN. C'est autour d'une sympathique réception organisée au

courant de l'après-midi de lundi dernier que le chargé de la communication de la Sûreté de wilaya a rendu publics les résultats, et le premier prix a été

décerné à la cité des 242 logements de la ville de Mostaganem devançant ainsi les quartiers de la cité du 11-Décembre d'Aïn Tedelès et la cité du 5-Juillet également de Mostaganem.

Le premier prix honore les habitants de cette cité et il est le fruit de louables efforts de tout un chacun. Cette compétition qui a visé tous les citoyens sur l'hygiène

de vie, la propreté et la protection de l'environnement, était aussi un travail d'intérêt public qui était apprécié par les habitants des quartiers, surpris qu'un simple nettoyage peut apporter un bien-être. Véritablement, tout le monde a apprécié, ce qui conforte la police dans ses initiatives.

A. B.

AÏN-TÉMOUCHENT

Plus de 100 km de routes seront réhabilités

Quatorze communes de la wilaya de Aïn-Témouchent seront concernées par les travaux de réfection des routes au cours de l'année 2014.

Pour la réalisation de cette opération, les pouvoirs publics ont dégagé un programme complémentaire de 800 millions de dinars pour la réhabilitation et l'entretien de 100 kilomètres de routes nationales et communales à travers le territoire de la

wilaya d'Aïn-Témouchent. Une telle opération de réfection de ces routes aura pour avantage de supprimer les points dangereux, ou communément appelés les points noirs du réseau routier de la wilaya, selon les responsables du secteur.

Les travaux seront répartis sur deux chantiers, le premier pour une enveloppe de 600 millions de dinars concernant la réfection d'une distance globale de 70 kilomètres de chemins communaux, répartis sur 14 communes, entre autres: Sidi-Safi, Sidi-Ouriache, Hssasna, Hammam-Bouhadjar, Oued-Berkèche, Terga, Chabat-Elham, Ouled-Kihel, Aougbellil,

Aïn-Larbaâ, Oued-Sabbah, Hassi el-Ghalla. Alors que le deuxième chantier concernera les routes de wilaya pour lequel une enveloppe de 200 millions de dinars sera consacrée pour une longueur de 30 kilomètres touchant les localités du chef-lieu de wilaya, Chentouf, Hsassna, et Hassi El-Ghalla.

S. B.

ANNABA

Le marché informel bientôt éradiqué ?

Avec les mesures envisagées par le président de l'Assemblée populaire communale (P/APC), est-il possible d'espérer une éradication définitive du marché informel à Annaba ?

En effet, selon les déclarations du P/APC, Annaba s'achemine, à terme, vers cette éventualité. «Le problème du foncier pour l'implantation de marchés de proximité est en passe d'être réglé. Nous avons eu des discussions avec les responsables des Domaines sur la disponibilité de terrains pour entamer l'érection par

l'entreprise Bâtimétal de ces marchés.

Et pour commencer, nous avons sollicité les anciens locaux de la Cofel. Ils seront cédés au profit de la commune pour les aménager en cases et les attribuer aux animateurs du marché parallèle en fruits et légumes», annoncera Farid Merabet, maire d'Annaba.

La deuxième étape consiste, selon la même source, à éradiquer les marchés informels obstruant des trottoirs et qui débordent souvent sur la chaussée, notamment à El Ghezala et à la plaine Ouest. Il y a également celui, dressé anarchiquement à la cité Seybouse et qui sera concerné par l'opération d'éradication pour en faire un marché fonctionnel où seront assurés hygiène et sécurité pour les clients et les commerçants. Ceci, pour arriver enfin à pro-

grammer la réalisation de ces lieux dans les nouvelles cités de la ville, a fait savoir le premier responsable de la collectivité locale d'Annaba qui avance le chiffre de plus de 350 cases à réaliser dans ce cadre.

Actuellement, ces lieux qui servent à la vente de fruits et légumes, mais pas seulement, représentent des endroits de non-droit susceptibles de créer de l'anarchie et de la violence pour des problèmes de places à occuper. Et là, c'est à qui démontre le plus d'agressivité

pour s'approprier ce «droit». Démantelé plusieurs fois par les policiers du service de la sécurité publique et des arrondissements de la Sûreté urbaine, ce phénomène de marchés informels reprend quelques semaines voire quelques jours après son démantèlement. Revenant toujours à la charge, ces commerçants informels jouent au chat et à la souris avec les agents de l'ordre public.

A. Bouacha

GUELMA
Une pétition pour réclamer le téléphone et l'internet à Ksar El Azeb

Les habitants de la petite localité de Ksar El Azeb, dans la commune de Aïn Regada (daïra de Oued Zenati), à une cinquantaine de kilomètres du chef-lieu de wilaya, s'élèvent pour dénoncer ce qu'ils appellent «une privation en moyens de communication».

Dans une pétition adressée aux responsables locaux d'Algérie Télécom, dont nous détenons une copie, les signataires sont agriculteurs, commerçants, jeunes étudiants... Ils déplorent la qualité de la liaison WLL (Wireless Local Loop). Selon eux, ce seul outil de communication dont ils disposent n'assure plus la liaison internet.

Enfin, les citoyens de Ksar El Azeb déplorent l'offre très limitée en matière de téléphonie mobile, ces derniers précisent que la couverture au niveau de cette région n'est assurée que par un seul opérateur.

N. Guergour